

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Michelle Geis : +1 301 280 5712 ou mgeis@burnesscommunications.com

James Clarke: +94 773369533 ou j.clarke@cgiar.org

Joanna Kane-Potaka: +94 777592908 ou j.kane-potaka@cgiar.org

NE PAS PUBLIER AVANT LE 22 AOÛT 2011 À 0H01 GMT / 2 HEURES DU MATIN À STOCKHOLM

Note du rédacteur: Pour obtenir les rapports, des informations complémentaires ou des photographies, veuillez visiter: <http://www.iwmi.cgiar.org/Topics/Ecosystems/>

Selon un rapport récent, une refonte radicale de l'agriculture pourrait créer des exploitations qui améliorent les écosystèmes au lieu de dégrader

De nouvelles pratiques permettraient de doubler la production agricole, protéger les systèmes naturels et changer les règles du jeu de la sécurité alimentaire mondiale

STOCKHOLM (22 août 2011) – D'après les auteurs du rapport de recherche rendu public aujourd'hui à l'occasion de la Semaine mondiale de l'eau organisée à Stockholm, une transformation radicale des formes d'interaction entre les exploitations agricoles et les systèmes naturels pourrait à la fois dynamiser la production alimentaire et protéger l'environnement, deux objectifs qui se sont souvent avérés contradictoires. Les auteurs signalent cependant que le monde doit agir rapidement si le but est de sauver les principaux greniers de la planète, dont les ressources s'épuisent au point de menacer l'approvisionnement mondial en eau douce et de paralyser les systèmes agricoles du monde entier.

Une nouvelle analyse menée conjointement par l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) souligne la nécessité urgente de repenser les stratégies actuelles d'intensification de l'agriculture, dans la mesure où la production alimentaire prélève déjà 70 à 90 % des ressources en eau disponibles dans certaines régions. Le rapport, *An Ecosystem Services Approach to Water and Food Security* (Une approche de l'eau et de la sécurité alimentaire et basée sur les services écosystémiques), montre que dans beaucoup de zones considérées comme des greniers, y compris les plaines du nord de la Chine, le Pendjab en Inde et l'ouest des États-Unis, les limites des ressources en eau sont près d'être « atteintes ou dépassées ». En même temps, 1,6 milliard de personnes manquent d'eau, et le rapport prévient que ce nombre pourrait bientôt atteindre 2 milliards. La situation actuelle dans la Corne de l'Afrique nous rappelle opportunément combien certaines régions sont vulnérables à la famine.

« L'agriculture est à la fois une cause majeure et une des grandes victimes de la dégradation des écosystèmes, constate Eline Boelee de l'IWMI, le principal éditeur scientifique du rapport. Et il n'est pas évident que nous puissions continuer d'augmenter les rendements avec les pratiques actuelles. L'intensification durable de l'agriculture est une priorité pour la sécurité alimentaire future, mais nous devons adopter une approche territoriale mieux intégrée »

En même temps, un autre rapport de l'IWMI, *Wetlands, Agriculture and Poverty Reduction* (Zones humides, agriculture et lutte contre la pauvreté), nous met en garde contre l'idée de protéger les zones humides en excluant tout simplement l'agriculture. Il soutient que les

politiques se concentrent essentiellement sur la préservation de ces zones, en ignorant le potentiel d'accroissement de la production alimentaire et de contribution à la lutte contre la pauvreté que représente « l'agriculture en zones humides ».

« Les interdictions générales de culture ne ralentissent pas toujours la destruction de l'écosystème et peuvent aggraver la situation, explique Matthew McCartney de l'IWMI, un des coauteurs du rapport. Par exemple, les prairies humides (« *dambos* ») de l'Afrique subsaharienne constituent souvent des terres agricoles pour les paysans pauvres. L'interdiction de culture dans ces régions a exacerbé plutôt que réduit la destruction de l'écosystème. Elle a provoqué une déforestation en amont et un passage de la culture au pâturage dans les zones humides elles-mêmes, de sorte qu'en fin de compte l'impact sur ces systèmes naturels n'a fait que s'accroître. Ce qu'il faut, c'est un équilibre : des pratiques agricoles adéquates permettant une production alimentaire durable et protégeant les écosystèmes. »

Une nouvelle alliance entre acteurs de l'agriculture et de la défense de l'environnement

Les deux rapports explorent une nouvelle voie pour obtenir à la fois la sécurité alimentaire et la bonne santé de l'environnement. Ils se concentrent sur une réorientation radicale des pratiques et des politiques, amenant l'agriculture à s'insérer dans des « agroécosystèmes » inscrits dans une vision plus large où ils contribuent à maintenir et à améliorer la qualité de l'eau et de l'air, et la biodiversité.

« Nous constatons une tendance croissante vers des alliances entre des groupes traditionnellement environnementalistes et d'autres préoccupés par l'agriculture », observe David Molden, directeur général adjoint de la recherche au sein de l'IWMI. Le PNUE est la voix de l'environnement aux Nations Unies, et l'IWMI fait partie du plus grand consortium mondial de recherche agricole : le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR).

« Ainsi par exemple, poursuit David Molden, le PNUE a adopté la sécurité alimentaire en tant que nouvelle préoccupation stratégique. De leur côté, l'IWMI et ses partenaires du CGIAR élaborent un programme de recherches de plusieurs millions de dollars, qui considèrera l'eau comme une partie intégrante des écosystèmes, afin d'aider à résoudre les problèmes de rareté d'eau et de dégradation des terres et de l'environnement. L'IWMI est aussi, depuis peu, un partenaire clé de la Convention de Ramsar sur les zones humides pour la question des rapports entre les zones humides et l'agriculture. »

« Les diverses alliances qui font leur apparition au niveau des politiques, de la recherche et des communautés contestent l'idée que nous devons choisir entre la sécurité alimentaire et la santé des écosystèmes, en démontrant que l'on ne peut avoir l'une sans l'autre », ajoute-t-il.

Des exemples d'une intégration réussie sur le terrain

Le PNUE, l'IWMI et leurs collaborateurs ont identifié de multiples possibilités d'utiliser la végétation arborée dans des exploitations de zones sèches afin d'augmenter la production alimentaire par hectare, tout en contribuant à améliorer l'écosystème environnant. Ils font remarquer qu'en plantant des arbres et des haies, les agriculteurs peuvent éviter le ruissellement et l'érosion du sol et retenir plus d'eau pour leurs cultures.

Un autre exemple de pensée innovante est l'amélioration de la gestion de l'eau et des sols dans les systèmes non irrigués de l'Afrique subsaharienne, qui a démontré sa capacité à inverser la dégradation des terres tout en doublant ou triplant les rendements des cultures.

De manière générale, les auteurs affirment qu'il est temps, pour les décideurs aux niveaux international, national et local de se rallier à une approche de la production alimentaire fondée sur les « agroécosystèmes ». Elle pourrait inclure des mesures incitant plus d'agriculteurs à adopter des pratiques améliorées, sous la forme de « paiements pour les services environnementaux » (PSE).

Un autre exemple étudié par le *Challenge Program* pour l'eau et l'alimentation (CPWF) du CGIAR est le potentiel de partage des bénéfices dans les bassins versants du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie. Les utilisateurs en amont mettent en valeur l'eau pour l'irrigation et l'écotourisme, tout en ayant des liens spirituels avec l'écosystème. En aval, les compagnies hydroélectriques ont besoin d'un débit régulier pour soutenir l'électrification des agglomérations urbaines en expansion. Les grandes exploitations agricoles et l'industrie agroalimentaire ont également des besoins croissants en eau.

« L'agriculture doit de plus en plus s'intégrer à 'l'économie verte', note Alain Vidal, du CPWF. Nous devons mettre en exergue les pratiques agricoles qui protègent nos précieuses ressources en eau, tout comme nous commençons à valoriser la gestion forestière qui contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre, en particulier parce que ces ressources naturelles soutiennent les moyens d'existence des plus vulnérables. »

Dans le rapport *An Ecosystem Services Approach to Water and Food Security*, des experts du PNUE, de l'IWMI et de 19 autres organisations reconnaissent qu'un obstacle majeur à l'adoption d'une approche plus durable de la production alimentaire est le fait que celle-ci exige un niveau supérieur de coopération et de coordination entre les responsables et les organisations impliqués dans l'agriculture, les questions environnementales, la gestion de l'eau, les activités forestières, la pêche et la gestion de la faune sauvage – des individus et groupes habitués à agir dans des univers séparés et sans relations les uns avec les autres.

« À l'avenir, il est essentiel que nous fassions les choses autrement. Un changement fondamental doit impérativement intervenir dans la façon dont les sociétés modernes considèrent l'eau et les écosystèmes, et dans la manière dont nous, les gens, interagissons avec ceux-ci », conclut David Molden. « La gestion de l'eau au profit de l'alimentation et des écosystèmes aura d'importants avantages, mais il est impossible d'échapper à l'urgence de la situation. Nous courons droit à la catastrophe si nous ne changeons rien à nos pratiques habituelles. »

###

L'Institut international de gestion de l'eau (IWMI) est une organisation de recherche scientifique sans but lucratif, centrée sur l'utilisation durable des terres et des ressources en eau dans l'agriculture, au bénéfice des populations pauvres des pays en développement. La mission de l'IWMI est « d'améliorer la gestion des ressources en terres et en eau au profit de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des populations mais aussi de l'environnement ». L'IWMI a son siège central à Colombo (Sri Lanka), et des antennes régionales dans divers pays d'Asie et d'Afrique. L'institut travaille en partenariat avec des pays en développement, des instituts de recherche internationaux et nationaux, des universités et autres organisations, à la conception d'outils et de technologies capables de contribuer à la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à la sécurité alimentaire et des moyens d'existence (www.iwmi.org).

Le *Challenge Program* pour l'eau et l'alimentation (CPWF) du CGIAR a été lancé en 2002, comme une initiative de réforme du CGIAR. Il vise à renforcer la résilience des sociétés et des écosystèmes à travers une meilleure gestion de l'eau pour la production alimentaire (cultures, pêche, élevage). Le CPWF développe une approche innovante de la recherche et du développement, qui

rassemble un large éventail de scientifiques, spécialistes du développement, responsables politiques et communautés, dans le but de relever les défis de la sécurité alimentaire, de la pauvreté et de la rareté de l'eau. Le CPWF travaille actuellement dans six grands bassins dans le monde : les Andes, le Gange, le Limpopo, le Mékong, le Nil et la Volta (www.waterandfood.org).